

Mise en œuvre de la Convention de Bâle : Vers une meilleure gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au Bénin

Du mardi 24 au jeudi 26 octobre 2023, la ville de Bohicon a abrité une importante rencontre d'information sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Cette rencontre animée par une équipe du ministère du Cadre de Vie, des Transports, et du Développement Durable, a réuni les praticiens, les cadres de la mairie, les ONG locales, quelques radios locales ainsi que des acteurs des structures déconcentrées, afin de garantir une meilleure gestion de ces déchets.



Atelier de formation sur les DEEE à Bohicon

À l'instar de plusieurs autres pays, le Bénin est signataire de nombreuses conventions internationales, parmi lesquelles figure la Convention de Bâle, qui réglemente le mouvement transfrontière des déchets dangereux et leur élimination. Alors qu'ils sont classés parmi les déchets dangereux, les déchets d'équipements électriques et électroniques se trouvent répandus dans l'ensemble du territoire béninois. Cette prolifération expose les populations à des risques de contamination chimique si les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas mieux gérés.

C'est pourquoi, le Ministère du Cadre de Vie, des Transports, en charge du Développement Durable dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention de Bâle, a prévu une activité spécifique dans le plan de travail annuel de la Direction

Générale de l'Environnement et du Climat. L'objectif de cette activité est d'informer et de former les acteurs opérant dans la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques sur le cadre juridique, l'état des lieux et les impacts sur la santé et l'environnement.



Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Docteure en Droit de l'environnement e cadre au Ministère du Cadre de Vie et du Transport en charge du Développement Durable, a exprimé sa satisfaction quant à la participation active des acteurs impliqués. Elle a souligné l'importance de briser l'ignorance qui entoure cette question cruciale. Ces acteurs, qui interviennent pour la plupart sans grand intérêt pour les équipements de protection individuels, ont montré un fort désir d'intégrer les informations reçues lors de la formation pour mieux contribuer à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.

Durant trois jours, les participants ont pris connaissance des tenants et aboutissants de la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques. Ils se sont davantage impliqués à travers la rédaction d'un projet spécifique pour aborder de façon concrète la problématique.

« J'ai acquis de précieuses informations sur la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques au cours de cette formation » a déclaré Solange SEFAN, chargée de programme à l'ONG IFÊ ALA JOBI. Elle compte partager avec ses pairs et les communautés les informations acquises.

Un vœu vivement souhaité par Pulchérie DONOUMASSOU SIMEON, Cheffe de la mission de formation qui n'a pas manqué d'inviter les parties prenantes à relayer les informations acquises au sein de leurs différentes communautés. De la part de la mairie, elle attend un accompagnement toutes les fois que les acteurs voudront organiser des activités pour disséminer l'information au niveau des populations. Car a-t-elle soutenu,

la mauvaise manipulation des déchets d'équipement électriques et électroniques est une source de contamination à la fois pour l'Homme et son environnement.

C'est pourquoi, la mission de formation qui a commencé à Parakou n'est pas prête de s'arrêter si tôt. Elle continue son périple à travers d'autres villes du Bénin pour une meilleure gestion des déchets d'équipement électriques et électroniques au Bénin, contribuant ainsi au bien-être de la population et à la préservation de l'environnement.

Megan Valère SOSSOU

SOMMET AFRICAIN SUR LE CLIMAT: LES PRINCIPAUX COORDINATEURS DU GROUPE DES NEGOCIATEURS AFRICAINS SE SONT CONCERTES AVANT LA RENCONTRE

En prévision du premier Sommet africain sur le climat (ACS), co-organisé par le Kenya et la Commission de l'Union africaine (CUA) à Nairobi du 4 au 6 septembre 2023, les principaux coordinateurs du Groupe africain des négociateurs sur le changement climatique (AGN) se sont réunis à Nairobi. Pendant cette séance, ils ont discuté et pris des décisions sur les questions clés liées aux intérêts et aux attentes de l'Afrique pour la COP28.



Le Président du Groupe des Négociateurs Africains sur le Changement climatique et les principaux coordinateurs

De Friday Phiri

L'ACS, le Sommet africain sur le climat, qui se tiendra sous le thème : « Croissance verte et financement climatique pour l'Afrique et le monde », vise à marquer la force du continent africain et son poids dans les discussions à l'échelle mondiale et dans les forums internationaux existants, tels que l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le G7, sans écarter, entre autres, les processus du G20 et la COP 28. Le Sommet se tiendra parallèlement à la Semaine africaine du climat (4 – 8 septembre 2023), un événement annuel dirigé par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), visant à promouvoir des actions permettant de rectifier le cap, afin d'atteindre les buts et objectifs de l'Accord de Paris.

La réunion devrait rassembler des dirigeants d'Afrique et d'ailleurs ; les partenaires de développement ; les organisations intergouvernementales ; le secteur privé; le milieu universitaire ; les organisations de la société civile ; les femmes et les jeunes pour concevoir et booster des actions et solutions pour le changement climatique en Afrique, en fournissant une plate-forme d'échange sur le lien entre le changement climatique, la réalité du développement de l'Afrique et la nécessité de faire pression pour un investissement accru dans l'action climatique à l'échelle mondiale, et en particulier en Afrique.

Outre la position commune africaine sur les différents volets de négociation thématiques sur le climat, les principaux coordinateurs du Groupe des Négociateurs africains sur le Changement Climatique, ont délibéré également sur la Déclaration de Nairobi, un document final clé attendu à la fin du sommet. S'exprimant lors de la séance d'ouverture de la réunion, le Président du Groupe des Négociateurs africains sur

le Changement Climatique, Ephraim Mwepya Shitima a exhorté les coordonnateurs principaux à continuer de jouer leur « rôle critique en tant que conseillers techniques auprès des décideurs politiques sur la participation efficace de l'Afrique aux négociations mondiales sur le climat en relation avec les réalités et aspirations de développement du continent ». Et à cette occasion, Rose Mwebaza, la Directrice du bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'Afrique, a apprécié le rôle joué par le Groupe des Négociateurs africains, au fil des années dans la participation efficace de l'Afrique aux processus climatiques et a exhorté le groupe à rester concentré.

« Je suis particulièrement ravi d'être avec vous non seulement dans mes nouvelles fonctions ici au PNUE, à la tête du Bureau Régional pour l'Afrique, mais aussi en tant que l'un de vous, ayant participé activement aux processus de négociation sur le changement climatique au cours des 20 dernières années », a déclaré Mwebaza. « Je pense que nous vivons une période passionnante alors que le continent se prépare à accueillir le premier Sommet africain sur le climat. En tant que négociateurs techniques, je vous exhorte à rester concentrés et à fournir les orientations nécessaires par rapport aux besoins de développement du continent ».

Opportunité pour l'Afrique

L'Afrique est considérée comme le continent du futur. En tant que continent le plus jeune et à l'urbanisation la plus rapide, avec une population qui devrait doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici 2050, l'Afrique dispose d'un immense potentiel en matière d'énergie propre, de terres arables, de minéraux essentiels et de ressources naturelles. Alors que le continent fait déjà preuve d'une forte dynamique en matière de croissance verte, il doit capitaliser sur cette dynamique existante en mettant en œuvre un programme de croissance verte holistique qui tire parti de ses vastes ressources, et en garantissant un financement climatique

adapté aux besoins de l'Afrique. Ce qui correspond à ses ambitions de croissance.

Le potentiel des énergies renouvelables de l'Afrique sera cinquante fois supérieur à la demande mondiale d'électricité prévue en 2040. Cependant, les énergies renouvelables représentent 10 % du mix de production d'électricité et seulement 20 % de la capacité totale de production d'électricité installée en Afrique. Alors que l'Afrique abrite 30 à 40 % des minéraux de la planète, y compris ceux nécessaires à la transition vers les énergies vertes et aux batteries (par exemple, plus de 40 % des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine), le continent a peu à montrer en termes d'énergie propre et de mobilité.

De même, l'Afrique possède 60 % des terres arables non cultivées de la planète, qui, lorsqu'elles sont exploitées de manière durable, peuvent aider le monde à atteindre la sécurité alimentaire, le continent étant un importateur net de nourriture. Le sommet cherche donc à répondre à la nécessité de changer le discours de l'Afrique sur le changement climatique pour en faire un programme de croissance en exploitant les opportunités qui existent pour la transformation économique. Cet agenda se concentrera sur 5 axes de croissance fondamentaux : transition énergétique / énergies renouvelables; minéraux verts et production; l'agriculture durable, l'utilisation des terres et de l'eau/océan ; infrastructures et urbanisation durable ; et le capital naturel soutenu par deux leviers transversaux importants (adaptation et résilience aux risques climatiques et finance climatique et crédits carbone).

Les résultats du Sommet viseront également à fournir une contribution et une orientation importante aux travaux en cours sur les réformes des institutions financières mondiales, afin de soutenir un tel programme de croissance avec des changements correspondants à leurs propres trajectoires.

Climat: la couche d'ozone est-elle en train de se reconstituer réellement ?

La couche d'ozone devrait se reconstituer complètement au cours des 40 prochaines années. L'information a été rapportée dans un rapport publié le lundi 9 janvier 2023 par des experts du Groupe d'examen scientifique du Protocole de Montréal sous les auspices de l'Organisation météorologique mondiale et du Programme des Nations Unies pour l'environnement. « L'élimination progressive de près de 99 % des substances interdites qui détruisent l'ozone a permis de préserver la couche d'ozone et contribué de façon notable à sa reconstitution. »



Le trou dans la couche d'ozone pourrait se refermer « d'ici 2066 environ dans l'Antarctique, d'ici 2045 dans l'Arctique et d'ici 2040 ailleurs ». Ce changement devrait empêcher un réchauffement de 0,3 à 0,5 °C d'ici 2100, selon le Comité d'examen scientifique.

En effet, la couche d'ozone fait partie de la stratosphère terrestre qui contient des quantités relativement importantes d'ozone. Elle a un effet protecteur car elle absorbe la plupart des rayons ultraviolets (UV) du soleil. Cette couche est d'épaisseur relativement réduite. Des avertissements concernant cette réduction d'épaisseur ont été émis pour la première fois en 1985 en Antarctique. Une autre observation a été faite dans l'Arctique en 2011.

Ainsi, certaines régions sont concernées par ce phénomène,

mais notamment au Chili, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les produits chimiques qui appauvrissent la couche d'ozone sont couramment utilisés dans la conception des réfrigérateurs, des climatiseurs et même des aérosols. Pour cette raison, le Protocole de Montréal pour la sensibilisation, signé en 1987, a conduit à des mesures concrètes pour limiter la propagation des gaz CFC aux humains. La Convention a été ratifiée par 198 pays à ce jour. L'Union européenne a interdit l'utilisation des CFC en 1989. Il a été suivi en 2016 par l'Accord de Kigali qui prévoit une réduction progressive de la consommation et de la production des HFC, hydrofluorocarbures (HFC).

Cependant, il faut continuer de surveiller l'émission de substances nocives. Dernièrement comme le rapporte [Le Monde](#), le HFC-23 qui est un gaz à effet de serre 14 800 fois plus puissant que le CO2 a été identifié de manière huit fois plus importante que les rejets déclarés par les pays.

Megan Valère SOSSOU

10e édition NOËL EN FORET : L'ODDB ONG initie les enfants à la protection de la nature

Au lendemain de la fête de Noël, le lundi 26 décembre 2022, a eu lieu au sanctuaire des singes de Drabo-Gbo dans la commune d'Abomey-Calavi, la session 2 de la 10ème édition de Noël en forêt. Cette initiative de l'ONG-Organisation pour le Développement durable et la Biodiversité (ODDB) a réuni des enfants et des adultes autour d'une activité ludique qui inclut la découverte de la nature et la sensibilisation à sa

protection.



Noël en forêt est une composante de notre Programme d'Éducation Environnementale qui consiste à organiser dans la période de Noël une sortie en forêt et à sensibiliser les participants sur une thématique en lien avec la préservation de la diversité biologique. Cette activité qui est organisée depuis 2011, initialement prévue pour les enfants, elle est désormais ouverte aux adultes.»

La session 2 de la 10^{ème} édition a été marquée par les activités suivantes: une visite guidée du sanctuaire des singes de Drabo-Gbo; une communication sur le thème « **La biodiversité menacée du Bénin** »; une causerie sur l'importance des forêts et des animaux; les comportements à adopter vis-à-vis de la nature pour la protéger et l'organisation de divers jeux.

Selon Alfred OGA, chargé de l'écotourisme et du développement communautaire de l'ODDB, en plus de réunir les participants, des enfants en majorité, autour d'activités saines, Noël en forêt se veut être un tremplin pour leur faire connaître l'importance de la nature pour le bien-être de l'homme et la satisfaction de ses besoins. C'est cet impératif qui justifie d'ailleurs les activités concoctées par les organisateurs.

Situé à 25 kilomètres de Cotonou, dans la commune d'Abomey-Calavi, le sanctuaire des singes de Drabo-Gbo est le site retenu pour une parfaite illustration de la diversité biologique. Partis tôt de Cotonou à bord d'un bus, les participants, une vingtaine environ, sont arrivés à destination vers huit heures. Le village de Drabo-Gbo, plutôt très calme comme on pouvait le constater, a accueilli ses visiteurs dans une ambiance empreinte d'une tranquillité.



Cette ambiance, ajoutée à l'abondance de la flore, laisse déjà entrevoir dans la pensée des enfants, la connaissance de la

forêt dont ils ont tant entendu parler ou qu'ils ont même vu à la télévision sans jamais l'approcher réellement. Ainsi commence pour eux, la première étape de la journée : le contact avec la forêt. Cet exercice qui inclut la découverte du singe à ventre roux, des tortues et des aquariums a permis aux enfants de communier directement avec la forêt et ses composantes, notamment le singe à ventre roux, une espèce menacée au Bénin.

Après la visite de la forêt, les enfants ont eu droit à une séance de sensibilisation sur le thème : « **La biodiversité menacée du Bénin** ». À travers ce thème, ils ont reçu des explications sur la biodiversité avec pour exemples, les êtres vivants qui nous entourent. Ceux-ci naissent, vivent, respirent, grandissent et meurent. Par la suite, les enfants ont été entretenus sur l'importance des êtres vivants avant de découvrir comment des menaces pèsent sur certaines espèces. Parmi les espèces menacées, a indiqué Alfred OGA aux enfants, se trouvent certaines espèces de singe, l'éléphant, le pangolin, le sitatunga, le lion, etc. Ces menaces qui planent sur la biodiversité, ont pour cause entre autres, la fragmentation de l'habitat, la destruction des forêts, la chasse pour l'alimentation et pour les usages médico-magiques, tutti quanti.



Les enfants, heureux et engagés

En plus des activités énumérées ci-dessus, les enfants ont procédé à divers jeux puis au coloriage. Grâce à l'ensemble des activités menées, durant la journée, les participants en général, les enfants en particulier ont compris le message et fortement apprécié cette heureuse initiative de l'ODDB. C'est le cas par exemple de Owen Shalom HOUNGBEDJI élève âgé de 11 ans, en classe de cinquième, qui déclare très enthousiaste : « *Cette activité qui promeut la protection de l'environnement est à encourager* »,

Toutefois, Shalom est triste parce que des espèces sont menacées. Il a donc pris l'engagement de protéger au mieux son environnement, notamment son cadre scolaire, une fois retourné dans son collège et de sensibiliser également ses camarades. Tout comme lui, Adrian WHANNOU de DRAVO a retenu qu'il est primordial de protéger les espèces menacées. Alors, il s'engage, selon ses moyens à sécuriser ces animaux.

Stéphane FONGANG, un adulte ayant également participé à cette activité, la trouve très instructive. C'est pourquoi, depuis quelques années, il y participe activement avec sa femme et ses enfants. Il convient de noter que la première session a eu lieu à Bassila, dans la forêt sacrée de Kikélé, le 21 décembre 2022 et a réuni une centaine d'écoliers. Cette session de Drabo- Gbo est la deuxième de cette année.

Arsène AZIZAHO